



# Revue de presse



Mardi 18 octobre 2022



## Prévisions de la loi de finances 2023 : Les recettes entre 2023 et 2025 en hausse

C'est la première loi préparée et exécutée, conformément aux dispositions de la loi organique relative aux lois de finances. L'avant-projet de la loi de finances 2023 prévoit l'augmentation des recettes de l'État pour les trois ans à venir. Ainsi, le total des recettes passera-t-il de 7841,5 milliards de dinars en 2023 à 8115,8 milliards de dinars en 2024 et 8361,8 milliards de dinars. La fiscalité pétrolière connaîtra également la même tendance.



## 61e anniversaire des manifestations du 17 octobre 1961 : Le président Abdelmadjid Tebboune

«L'Algérie mise sur ses enfants». «Notre diaspora est, évidemment, concernée en cette phase où nous nous attelons à l'édification de l'État des institutions.» Le 61e anniversaire des manifestations du 17 octobre 1961 a été caractérisé par une certaine sobriété, mais résolument dans la continuité de la célébration de l'année précédente qui a vu une commémoration très officielle de la part des plus hautes autorités du pays.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### **Journée nationale de l'émigration: message du président de la République**

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, lundi, un message à l'occasion de la journée nationale de l'émigration commémorant le 61e anniversaire des massacres du 17 octobre 1961, dont voici la traduction APS :



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### **Statut de l'auto-entrepreneur: M. Oualid présente le projet de loi devant la Commission des affaires économiques de l'APN**

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises Yacine El Mahdi Oualid a présenté, lundi à Alger, le projet de loi portant statut de l'auto-entrepreneur devant les membres de la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN).



### **L'économie circulaire : Un impératif pour le développement»**

Mourad Bergheul, expert-consultant, facilitateur en entrepreneuriat vert, propose une contribution analytique dans laquelle il décortique les éléments fondamentaux du développement de l'économie circulaire, à l'heure où l'on parle de la nécessité de la transition énergétique et la recherche d'un nouveau modèle économique.



### **Projet de loi sur la prévention contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme : «Nouvel outil pour protéger l'économie nationale»**

Dans son exposé présenté devant la Commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Bisma Azouar, M. Tabi a précisé que ce projet de loi, modifiant et complétant la loi 05-01 du 6 février 2005, relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme s'inscrit dans le cadre de la mise en adéquation «de la législation nationale avec les nouveautés internationales et l'adaptation du système juridique aux traités et conventions ratifiés par l'Algérie».



## Octobre fédérateur

L'émotion ressentie lors de la minute de silence observée, hier à Alger, par M. Abdelmadjid Tebboune, président de la République, au cours de la commémoration de la journée sanglante du 17 octobre à Paris, traduit avec une émotion fortement perceptible le vibrant hommage dû par la Nation à la mémoire des victimes algériennes noyées dans «le fleuve de l'oubli», mains attachées au dos sur ordre des plus hautes instances de la hiérarchie politique française. Fatima, la plus jeune manifestante victime de cette barbarie n'avait que huit ans.



## Informel et fraude fiscale : Cnas- Alger affûte sa stratégie

Poursuivant ses efforts en matière de lutte contre le phénomène du travail informel et la fraude fiscale, la CNAS agence d'Alger annonce dans un communiqué la poursuite de sa «campagne de sensibilisation au profit des employeurs et des personnes exerçant dans l'informel». Cette action portant thème ; « l'adhésion à la sécurité sociale est un droit acquis» s'articule autour du recouvrement et l'affiliation au système de la sécurité sociale.



## Les prix du pétrole approfondissent leurs gains en début de séance de la semaine, après la baisse du dollar

Les prix du pétrole ont augmenté avec la faiblesse des échanges lundi sur les marchés asiatiques, tandis que le dollar a fortement chuté, alors que les investisseurs attendaient les données de la Chine pour mesurer la demande du plus grand importateur mondial de pétrole brut.



## Prochaine hausse des dépenses à caractère social / Salaires et subventions, le gros budget

Les dépenses sociales au titre du prochain exercice budgétaire connaîtront une importante hausse en raison, entre autres, des nouvelles revalorisations des salaires, des retraites et de

l'allocation chômage. Mais pas seulement. L'Etat a décidé de casser la tirelire et mobiliser d'importants montants en faveur des subventions et du soutien des prix des produits alimentaires de base.



## Pétrole et croissance

Pour une première, c'en est une : les pays arabes dominent les dix (10) économies à la croissance la plus rapide au monde, en 2022. Les pays arabes ont dominé environ la moitié de la liste des économies à la croissance la plus rapide au monde en 2022, selon le dernier rapport du Fonds monétaire international (FMI) sur les perspectives économiques mondiales, et ce, malgré les difficultés rencontrées par de nombreux pays au cours de l'année en cours, qui ont conduit le FMI à réviser à la baisse ses prévisions de croissance mondiale en octobre à 3,2% pour 2022 (soit 0,4 points de moins qu'en avril).



## وزير المالية: الجزائر تعول على تنويع اقتصادها وتحقيق أمنها الغذائي

شارك وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، في الجلسات العلنية للمؤسسات المالية متعددة الأطراف. التي تجري بمناسبة الاجتماعات السنوية لمجموعة البنك الدولي وصندوق النقد الدولي. حيث كانت له محادثات مثمرة مع وزراء مالية وخبراء حاضرين في هذه الجلسات.



## من خلال مشروع قانون المالية 2023.. الحكومة تأمر: تحديد الخاضعين لضريبة الثروة وقيمة ممتلكاتهم وحجم الأعباء

تحضر الحكومة لاتخاذ قرارات جديدة، تستعجل تحصيل ضريبة الثروة عبر تحديد هوية الأشخاص الخاضعين للضريبة، وقيمة ثروتهم وحجم الضرائب المفروضة عليهم، وكذا المطابقة بين المداخل المصرح بها والذمة والحالة المالية للشخص المعني، وهو ما يتضمنه مشروع قانون المالية للسنة المقبلة.



## إدراج بند يتيح محاسبة رموز النظام السابق المتورطين: النواب يقترحون تطبيق قانون تبييض الأموال بأثر رجعي

اقترح أعضاء اللجنة القانونية بالمجلس الشعبي الوطني إمكانية إدراج تعديل في مشروع قانون تبييض الأموال وتمويل الإرهاب، بما يسمح بتطبيق بنوده بأثر رجعي على قضايا الفساد المتورط فيها بعض رموز النظام السابق، وذلك خلال لقاء جمعهم بوزير العدل حافظ الأختام عبد الرشيد طبي.

# Tout sur la loi de finances 2023

Allant en droite ligne de ses précédentes en termes de consolidation des équilibres financiers et de résilience de l'économie, le projet de la loi de finances pour l'année 2023, actuellement au niveau de la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale, court l'objectif de matérialiser la nouvelle vision économique de l'État via une batterie de mesures pratiques, avec le souci de réussir au mieux l'équilibre entre l'impératif d'une relance économique effective et le souci d'une cohésion sociale à préserver à tout prix.

Une relance économique qui passe inéluctablement par l'adoption de mesures incitatives au

profit des entreprises pour réussir leur reprise et en sauvegardant les emplois et la relance des investissements productifs et une cohésion et une prospérité sociales beaucoup mieux partagée garantie par le maintien de montants importants aux transferts sociaux concomitamment avec la garantie de la disponibilité et de la stabilité des produits alimentaires, notamment ceux subventionnés, avec son corollaire une lutte sans merci contre la spéculation sous toutes ses formes. Il s'agit également d'affecter des assiettes foncières pour la construction de logements sociaux, avec maintien de l'engagement

de l'État à apporter son aide au logement rural.

Pour assurer la sécurité alimentaire du pays, les premiers jalons d'une véritable industrie sont jetés avec ses retombées sur, également, le marché de l'emploi tant il s'agit de répondre à une très forte demande. Dans ce sens, des mesures fiscales sont émises pour consolider et encourager l'investissement productif et les recettes budgétaires. Ceci pour dire que ce PLF met le citoyen au cœur de la politique économique du pays comme instruit par le chef de l'État lors de la réunion du gouvernement avec les walis.

Mohammed K.

**TAXE FONCIÈRE ET TAXE**  
**D'ENLÈVEMENT DES ORDURES**  
**MÉNAGÈRES**

**Transfert de la compétence  
de recouvrement**

L'article 61 de ce projet de loi évoque le recouvrement de la taxe foncière et de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères constatées, au titre des quatre exercices antérieurs à l'année 2023, qui est pris en charge par le receveur des impôts du lieu de situation du bien. À l'appui de cette modification, ses promoteurs soutiennent que la mission de recouvrement de la taxe foncière et de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères était assurée avant l'année 2023 par les trésoriers communaux, alors que l'établissement de ces deux taxes est assuré par les services fiscaux.

Et dans le cadre de l'unification des missions d'assiette et de recouvrement de ces deux taxes, il est proposé de transférer la compétence de recouvrement des taxes en question, au receveur des impôts du lieu de situation des biens.

Cette mesure s'inscrit, par ailleurs, dans le cadre des mesures de simplification de déclaration et de paiement de ces deux taxes. De même, il est proposé dans le cadre de cette mesure, le transfert au receveur des impôts la compétence de recouvrement des rôles relatifs aux quatre années antérieures à l'année 2023.

M. K.

**DOTATIONS PAR DÉPARTEMENT MINISTÉRIEL**

# La Défense nationale toujours en tête

*Le projet de loi de finances pour l'année 2023 consacre des crédits ouverts à chaque ministère ou établissement public.*

Selon ce document, le ministère de la Défense nationale arrive en tête, puisque le projet de loi lui consacre 3 186 000 000 000 dinars, alloués à la défense nationale, à la logistique et au soutien multiforme, en plus de l'administration générale.

Le ministère des Finances arrive en deuxième position avec un budget de 3 144 849 197,000 dinars alloué à la gestion du trésor et de la comptabilité, des impôts, du budget, des domaines, des douanes, à l'inspection des finances et de l'administration générale.

Le nouveau projet de loi de finances a réservé au secteur de l'éducation nationale 1 183 669 274,000 dinars alloués à l'enseignement primaire, à l'enseignement secondaire, à la formation, aux transferts sociaux et à l'administration générale.

Quant au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, le projet de loi de finances a alloué 1 002 290,929 000 dinars, affectés à la circulation des personnes et des biens, à l'appui aux collectivités locales, à la sécurité nationale, à la Protection civile et aux télé-

communications. Un budget de 88 442 286,000 dinars a été alloué à la présidence de la République, dédié à l'activité de la présidence, à la coordination de l'activité judiciaire et gouvernementale, à la médiation de la République et à la coopération internationale, en plus d'un budget de 12 428 123,000 dinars aux services du Premier ministre consacré à l'activité du Premier ministre,

à la Fonction publique et à la réforme administrative.

Concernant les conseils et instances créés par le président de la République, comme l'Observatoire national de la société civile, un budget de 197 000 000 de dinars a été alloué aux travaux de l'observatoire en vue de promouvoir la société civile.

Quant au Conseil supérieur de la jeunesse, un budget de 150.000.000 dinars lui a été alloué pour la promotion de la jeunesse.

M. K.





## COMMERCIALISATION DE MÉDICAMENTS VÉTÉRINAIRES

# Un droit sur les demandes d'autorisation

*Les demandes d'autorisation de commercialisation de tout nouveau médicament à usage vétérinaire seront désormais payantes.*

C'est ce que prévoit le projet de loi de finances pour l'année 2023. L'article 53 dudit document institue, en effet, au profit du budget général de l'État, un droit dû sur chaque demande d'autorisation de mise sur le marché d'un médicament à usage vétérinaire.

Ainsi, une demande d'autorisation de mise sur le marché d'un médicament vétérinaire chimique importé en l'état vaut 1 000 000 DA, celle portant autorisation de

mise sur le marché d'un médicament vétérinaire biologique importé en l'état 800 000 DA, celle portant autorisation de mise sur le marché d'un médicament vétérinaire chimique ou biologique fabriqué localement 300 000 DA.

La demande de modification d'autorisation de mise sur le marché d'un médicament vétérinaire chimique ou biologique vaut 200 000 DA, celle de renouvellement

d'autorisation de mise sur le marché d'un médicament vétérinaire chimique ou biologique est à 300 000 DA et celle portant transfert d'autorisation de mise sur le marché d'un médicament vétérinaire chimique ou biologique entre établissements pharmaceutiques est à 200 000 DA. Lorsque les demandes concernent un médicament vétérinaire importé, le règlement de ce droit est effectué par le versement d'un montant équivalent en devises étrangères convertibles.

M. K.

## Activités liées aux tabacs : de nouvelles conditions

*Le projet de loi de finances 2023 apporte de nouvelles conditions à l'exercice de la collecte, du traitement et de la vente des feuilles de tabacs bruts. Une activité où, en l'état actuel de la législation fiscale la régissant, seules les sociétés coopératives de planteurs légalement constituées et agréées et les fabricants de tabacs peuvent acheter les produits des planteurs, tant en ce qui concerne les tabacs à fumer, que ceux à priser et à mâcher. Une limitation des intervenants dans le cadre de ces activités qui empêche la réalisation d'investissements dans ce créneau et conduit à une importation importante de ces produits, et ce, au détriment d'une production locale.*

Ainsi, et afin de libérer cette activité, en donnant la possibilité de réaliser les investissements qui devraient créer des postes

d'emploi et de la richesse et, par voie de conséquence, des recettes supplémentaires pour le budget de l'État, il est proposé de réaménager le dispositif fiscal régissant ces activités.

Le réaménagement a pour objet de compléter les dispositions des articles 267, 271, 272, 289, 290, 292, 294 et 295 du Code des impôts indirects (CII), à

l'effet de donner la faculté aux entreprises régulièrement inscrites au Centre national du registre du commerce (CNRC) à exercer l'activité de collecte, de traitement et de vente des feuilles de tabacs bruts, et ce, après autorisation accordée par l'administration fiscale.

Ce faisant, les objectifs escomptés de ce réaménagement visent, notamment, à offrir aux producteurs de tabacs une meilleure disponibilité de la matière première au niveau local, à travers leur rapprochement des collecteurs de ces produits, à améliorer et organiser le circuit de collecte et de distribution de ces matières premières, à réduire le volume des importations des matières premières et, par voie de conséquence, la préservation des réserves de change, à encourager la production natio-

nale et la création de richesses et d'emplois, et l'engrangement de recettes fiscales supplémentaires pour le Trésor public et à assurer un meilleur contrôle de la circulation des tabacs bruts.

Enfin, il est signalé que les modifications de ces articles portent sur la détention des tabacs bruts, le transport et le déplacement des tabacs bruts (tabacs en feuilles), les indications à faire mentionner sur les acquis à caution, à savoir l'exclusion de ces entreprises de cette obligation, l'emballage des tabacs bruts, la commercialisation (les ventes) de ces produits, le contrôle des services fiscaux, la comptabilité de matière liée aux quantités de tabacs qu'elles détiennent et la déduction des charges accordées pour les déchets de magasins de tabacs.

M. K.

# INDICE DE DÉVELOPPEMENT DU E-GOUVERNEMENT

**L'Algérie gagne 8 places et se classe 112<sup>ème</sup>**

Le département des affaires économiques et affaires sociales des Nations unies vient de publier la 12<sup>ème</sup> édition de son rapport sur le développement des E-Gouvernements dans les 193 pays membres. L'Algérie figure parmi les pays du groupe 2 (EGDI élevé) avec un indice de développement du E-Gouvernement de 0.5611, elle est classée 112<sup>ème</sup> sur 193 pays et gagne 8 positions par rapport au classement de 2020, dans lequel elle était classée à la 120<sup>ème</sup> place.

Décision controversée de l'Opep+ de réduire sa production de deux millions b/j

## Face à la polémique, l'Algérie et l'Opep affichent leur unité

« L'Algérie a joué un rôle historique, même dans le dernier accord dont le premier jalon a été l'accord conclu à Alger en septembre 2016 », a déclaré avant-hier, le secrétaire général (SG) de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (Opep), Hitham Al-Ghais, en marge de sa visite de travail de trois jours effectuée (15 au 17 octobre) en Algérie, en plein conflit pétrolier avec les Etats-Unis qui accuse le cartel d'être à l'origine de l'aggravation de l'inflation.

Il a défendu la culture « apolitique de l'Opep+ », cherchant uniquement à stabiliser les prix et à garantir un équilibre entre l'offre et la demande, en intervenant sur le marché. C'est qu'a soutenu aussi, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, affirmant que « l'accord du 5 octobre 2022 adopté unanimement à Vienne par les pays de la Déclaration de Coopération est une réponse purement technique basée sur des considérations uniquement économiques ».

Les deux parties se sont plutôt montrées très optimistes et confiantes quant aux répercussions positives de cette décision sur le marché. Lors de son entretien avec le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, M. Al Ghais dit avoir re-



« C'est grâce aux recettes des hydrocarbures que des pays tels que l'Arabie saoudite, l'Algérie, le Nigeria... arrivent à redresser leur économie et finance. (Photo : D.R.) »

tenu les recommandations du chef de l'Etat sur « le devenir des marchés énergétiques et l'importance de préserver l'unité de l'équipe et de prendre des décisions collectives au service de l'Organisation, des marchés pétroliers, mais avant tout au service des consommateurs, des États producteurs de pétrole et, partant, de l'économie mondiale en générale ». L'Algérie a toujours exprimé l'impératif de rester « unis et solidaires » au sein du groupe afin de faire face aux chocs extérieurs.

« L'Opep+ ne s'écarte pas de la démarche qui a toujours été la sienne depuis 2016 de soutenir la stabilité et l'équilibre du marché pétrolier international », a souligné M. Arkab, assurant que « la réduction de la production de 2 millions de barils/jour à compter de novembre, était d'ordre purement économique et

technique ». « Ça ne date pas d'aujourd'hui, les décisions de l'Organisation prises dans le cadre de la coopération entre les membres Opep et non Opep ont toujours été d'ordre purement économique et technique », a déclaré à son tour M. Ghais, précisant que « la prise de décision reposait sur des études techniques des situations de l'économie mondiale et de la demande sur le pétrole, outre les approvisionnements de l'intérieur et de l'extérieur de l'Opep ». Durant la crise sanitaire, a-t-il rappelé, « ce sont les Etats consommateurs qui avaient demandé à l'Opep+ d'intervenir en vue de réduire la production et nous avions consentis de grands sacrifices à travers la décision de réduire la production de 10 millions de barils par jour », réitérant que « toutes les décisions de l'Opep+ sont prises à l'unanimité, soit

avec l'approbation de 23 Etats signataires de la Déclaration de coopération ».

Aujourd'hui, dans un contexte aussi incertain, l'Alliance se doit d'agir pour stabiliser le marché afin d'éviter le déclenchement d'une nouvelle crise pétrolière fatale. « Il nous a été donné de constater une baisse des cours. Nous ne maîtrisons pas les cours du pétrole. Par contre, d'autres parties maîtrisent les prix des marchandises, dont le pétrole, à l'instar des bourses de New York et de Londres et des courtiers (...) », a indiqué M. Al Ghais, estimant que « l'importance de la stabilité du marché pétrolier avec une nécessité incessante qui continuera à former une partie essentielle dans le mix énergétique de l'ordre de 30% en 2045 ».

« Le monde aura besoin de 12 milliards de dollars d'investissements dans le domaine des industries pétrolière d'ici l'année 2045 », a-t-il ajouté, mettant l'accent sur l'importance de renforcer l'investissement dans ce secteur. L'Algérie a toujours insisté sur l'importance d'investir dans le secteur des hydrocarbures pour maintenir l'équilibre du marché. Aucun pays producteur des énergies fossiles n'est prêt à abandonner ses projets dans le secteur, misant en parallèle le développement de l'énergie verte.

C'est grâce aux recettes des hydrocarbures que des pays tels que l'Arabie saoudite, l'Algérie, le Nigeria... arrivent à redresser leur économie et finance. Le potentiel d'investissement dans ce secteur a aussi été au cœur de la visite de M. Ghais en Algérie. Hier, c'était son dernier jour de visite de travail dans le pays.

**Samira Takharboucht**

## تصنيف أهم البنوك الإفريقية في 2022

# البنك الخارجي الجزائري أول البنوك الجزائرية و11 إفريقيا

وقد تم القيام بجمع البيانات من تقويم المصرفيين ومن الأبحاث الداخلية الخاصة بشركة "أفريكا بيزنس"، مع استبعاد بعض البنوك التي تكون البيانات فيها قديمة أو غير موثوقة.

ووفقا للتقرير شهد العام الماضي انتعاشا سريعا لأكثر البنوك في إفريقيا، حيث تراجعت الإيرادات والأرباح خلال ذروة جائحة كورونا والقيود المرتبطة بها، لكن مزيجا من المستويات العالية من مرونة البنوك والدعم الاستباقي من بعض البنوك المركزية ساعدها في التغلب على ذروة الأزمة.

بالمقابل، انتعشت الأرباح الآن وحدثت زيادة في كل من رأس المال (8.7%) والأصول (11.3%)، في حين أصبحت التكاليف تحت السيطرة بشكل متزايد من خلال زيادة التركيز على القنوات المصرفية الرقمية. في الوقت نفسه، يجب أن تستفيد العملية الجارية لتكامل القطاع المصرفي في جميع أنحاء القارة من التنفيذ المطرد لمنطقة التجارة الحرة القارية الإفريقية.

وأعاد التقرير التأكيد على تحقيق نمو نسبي في مؤشر رأس المال الإجمالي، حيث إنتقل من 124 مليار دولار إلى 135 مليار دولار، مقابل 101 مليار دولار في سنة 2019، كما سجلت الأصول ارتفاعا بنسبة 11.3 في المائة منتقلة من 1.4 مليار دولار إلى 1.6 مليار دولار، بينما كانت تقدر بـ1.2 مليار دولار في 2019.

حفيضة صوالي



بنك الفلاحة والتنمية الريفية في التصنيف الرتبة 29 برأس مال يبلغ 1,086 مليار دولار وأصول بـ12,451 مليار دولار، وجاءت سوسيتي جنرال الجزائر في المرتبة 80 برأس مال بلغ 341 مليون دولار وبين أن بي باريما الجزائر في المرتبة 96 برأس مال بلغ 266 مليون دولار.

واستند التقرير على تقاطع عدد من المؤشرات والمعطيات الصادرة عن "بانكر المانك" أو تقويم المصرفيين وتحليل هيئة التقييم "موديز" على وجه الخصوص.

وأشار التقرير إلى انتعاش الأرباح بينما زاد كل من رأس المال والأصول في استطلاع هذا العام أي 2022 لأفضل 100 بنك في إفريقيا.

وصنف المسح السنوي البنوك في إفريقيا وفقا لرأس مالها من المستوى الأول، يتكون من رأس المال والاحتماليات والأرباح المحتجزة، إضافة إلى حقوق الأقلية، يتم نشرها بالعملة المحلية ثم تحويلها إلى الدولار الأمريكي بأسعار الصرف في تاريخ نهاية العام في النتائج (أو في 31 ديسمبر 2021). لذلك يمكن أن يؤثر تغيير أسعار العملات الأجنبية على الترتيب.

● كشفت نشرية "أفريكا بيزنس" عن آخر تصنيف لأهم البنوك الإفريقية، معتمدة على مجموعة من المقاييس أهمها مستوى الرسعة ورأس مال المؤسسات المصرفية. وأبان التصنيف العام عن تواجد 47 مؤسسة مصرفية وبنكية من منطقة شمال إفريقيا ضمن أهم مائة بنك في إفريقيا، وجاء البنك الخارجي الجزائري في المرتبة 11 إفريقيا من مجموع 100 بنك في القارة السمراء.

ووفقا للتصنيف الجديد، فإنه يسجل تواجد 17 بنكاً من غرب إفريقيا و14 بنكاً من شرق القارة، وتمت الإشارة، حسب تقديرات "أفريكا بيزنس"، إلى تسجيل القطاع البنكي الإفريقي نسبة نمو قدر بـ8.7 في المائة من رأس المال الإجمالي 100 مؤسسة بنكية ومصرفية، حيث انتقل من 124 مليار دولار سنة 2021 إلى 135 مليار دولار سنة 2022.

واستنادا إلى ذات التصنيف، فإن مصر حازت على 25 بنكاً في ترتيب البنوك المائة الأولى، بينما ظل تصنيف أهم البنوك الإفريقية من نصيب "ستاندرد بنك غروب" الجنوب إفريقي برأس مال يقدر بـ13.61 مليار دولار، يليها البنك القومي المصري وبنك مصر.

أما بالنسبة للجزائر، فإنها سجلت تواجد 6 بنوك ضمن البنوك المائة الهامة في القارة، فقد تصدر البنك الخارجي الجزائري القائمة وجاء في المرتبة 11 برأس مال يقدر بـ3,188 مليار دولار وأصول تقدر بـ23,875 مليار دولار، بينما جاء البنك الوطني الجزائري في المرتبة 12 برأس مال 3,144 مليار دولار وأصول بـ26,036 مليار دولار.

بالمقابل، صنف القرض الوطني الجزائري في المرتبة 20 برأس مال يقدر بـ1,913 مليار دولار وأصول بـ20,351 مليار دولار، بينما احتل

### تصنيف البنوك الجزائرية ضمن ترتيب أهم البنوك الإفريقية

الترتيب	المؤسسات المصرفية	رأس المال "مليار دولار"	الأصول "مليار دولار"	الأرباح "مليون دولار"
11	البنك الخارجي الجزائري	3.188	23.875	519
12	البنك الوطني الجزائري	3.144	26.036	174
20	القرض الشعبي الجزائري	1.913	20.351	156
29	بنك الفلاحة والتنمية الريفية	1.086	12.451	38
80	سوسيتي جنرال الجزائر	341	2.997	34
96	بي أن بي باريما الجزائر	266	2.267	41

## دقيقة صمت عبر الوطن وبالممثلات الدبلوماسية يتقدمهم الرئيس تبون الجزائر الجديدة.. عرفان بتضحيات الرجال وتخليد للبطلات

وقف الجزائريون من إطارات وموظفين ومستخدمين وعمال على المستوى المركزي والمحلي وعلى مستوى الممثلات الدبلوماسية والقنصلية بالخارج، أمس، على الساعة الحادية عشرة صباحا دقيقة صمت ترحما على أرواح شهداء مجازر 17 أكتوبر 1961 في ذكراهم 61.

مهدي. ب



به تفتخر ومنه نفتدي أبناء جزائر جديدة". بدورها، أحييت وزارة الشؤون الخارجية والجمالية الوطنية بالخارج، على غرار كافة أبناء الشعب الجزائري وأعضاء الجالية الوطنية المقيمة بالمهجر، اليوم الوطني للهجرة، حيث قام وزير الشؤون الخارجية والجمالية الوطنية بالخارج، السيد رمضان لعمامرة، بعد رفع العلم والاستماع إلى النشيد الوطني وقراءة فاتحة الكتاب، بوضع إكليل من الزهور أمام النصب التذكاري بالوزارة، ترحما على أرواح المهاجرين الجزائريين الذين سقطوا أثناء تلك المجازر وعلى شهداء الثورة التحريرية. وفي كلمة له بالمناسبة، قال المدير العام للاتصال والإعلام والتوثيق بالوزارة، عبد الحميد عبداوي، "أن هذه الأحداث المؤلمة أبرزت للعالم أجمع مدى ارتباط الجزائريين أينما كانوا بوطنهم الأم"، مشيرا إلى أن "الدماء التي سالت والأرواح التي قدمت دليل على تلاحم أفراد الجالية مع أبناء وطنهم في الداخل واحتضانهم لمشروع التحرر الذي توج بنيل الاستقلال".

الذكري، التي أكد خلالها أن "ما وقع للجزائريين العزل من تعذيب وتكبل وقتل في 17 أكتوبر 1961 ببباريس، يعد مجزرة بأتم المقاييس، لا يمكن أن تسقط بالتقادم"، مبرزا مساهمة أبناء الجالية الجزائرية بالخارج في نقل الثورة التحريرية إلى عمق بلاد المستعمر، "حيث أظهروا للعالم أجمع أن هذه الثورة "شعبية بأتم المعاني". بذات المناسبة، وقف الوزير الأول، السيد أيمن بن عبد الرحمان، بقصر الحكومة، رفقة إطارات وموظفي مصالح الوزير الأول ووزارة الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية، دقيقة صمت ترحما على أرواح شهداء مجازر 17 أكتوبر 1961. وقال الوزير الأول بهذا الخصوص أن "61 عاما مرت على هذا الحدث المفصلي الذي ترجم عمق التلاحم بين الجزائريين في الداخل والخارج، مشكلا نسيجنا وطنيا في وجه الاحتلال". وأبرز أن ذلك يعد "تقطعة تحوّل في مسار ثورتنا جعلت المجتمع الدولي يقر بعدالة القضية الجزائرية وتدويلها في أجددة منظمة الأمم المتحدة"، مؤكدا بأن "تاريخنا المجيد

بهذه المناسبة، وقف رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، بمقر رئاسة الجمهورية إلى جانب مستشاري وإطارات رئاسة الجمهورية، دقيقة صمت، وقرا فاتحة الكتاب ترحما على أرواح شهداء هذه المجازر. كما وقف رئيس مجلس الأمة، السيد صالح فوجيل، رفقة أعضاء وموظفي المجلس، دقيقة صمت ترحما على أرواح شهداء هذه المجازر. وأكد السيد فوجيل خلال هذه الوقفة أن ذكرى 17 أكتوبر تأتي "تخليدا لأرواح الشهداء الذين راحوا ضحية همجية الاستعمار خلال المظاهرات"، مشيدا بالنهج الذي تسلكه الجزائر الجديدة بقيادة رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، الذي يولي "عنايته للمناسبات التي تخلد الذاكرة الجماعية للأمة وتحفظها لدى النشء والأجيال الصاعدة".

من جانبه، وقف رئيس المجلس الشعبي الوطني، السيد إبراهيم بوغالي، رفقة عدد من أعضاء الحكومة ونواب وإطارات المجلس، دقيقة صمت بمناسبة هذه



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger